

mentaires suisses devraient être également invités à participer à leurs séances.

4. Réunion conjointe entre le Comité AELE et le Conseil des ministres des pays de l'AELE

Après une interruption d'une année et demie, le comité a à nouveau eu l'occasion de se réunir avec le Conseil des ministres des pays de l'AELE à Vienne le 16 décembre 1993.

Les points principaux de la discussion furent l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'EEE au 1er janvier 1994, ainsi que les relations des pays de l'AELE avec les pays tiers, notamment les pays d'Europe centrale et orientale.

Si de nombreux participants sont tombés d'accord pour affirmer que l'AELE a encore un avenir malgré les procédures de négociation d'adhésion à l'Union européenne de 4 pays de l'AELE, très peu sont d'avis qu'un élargissement de l'AELE aux pays d'Europe centrale et orientale soit, dans l'immédiat, souhaitable. Par contre, la majorité des membres présents estime qu'il est un devoir de l'AELE de poursuivre ses efforts de coopération avec ces pays.

5. Colloques interparlementaires avec les représentants des Etats d'Europe centrale et orientale

En 1993, le comité a organisé deux colloques interparlementaires à Genève. Le but de ces colloques est de privilégier le dialogue politique. Une discussion s'est engagée pour instituer une coopération interparlementaire.

Le premier a eu lieu les 21 et 22 avril avec les pays d'Europe centrale et orientale qui ont signé un accord de libre-échange avec les Etats de l'AELE, à savoir la Hongrie, la Bulgarie, la République tchèque, la Pologne, la Roumanie et la République slovaque. Le deuxième s'est tenu les 18 et 19 octobre et a réuni les pays ayant signé une déclaration de coopération, comme les Etats baltes (Estonie, Lituanie et Lettonie), la Slovénie et l'Albanie. Les déclarations de coopération favorisent l'expansion et la libéralisation des relations commerciales des pays en question avec les Etats membres de l'AELE.

6. Conclusion

L'octroi du statut d'observateur et la poursuite des relations bilatérales avec le PE permettent à la délégation suisse d'éviter l'isolement au sein de l'AELE et du PE.

En sus des contacts officiels, surtout dans le cadre des relations avec le PE, il est plus que jamais important de développer et de soigner les contacts, tant personnels qu'au niveau des groupes politiques des Chambres fédérales et du PE.

Pour l'ensemble des activités de l'année, la délégation remercie le Conseil fédéral, ainsi que tous les collaborateurs du Département fédéral des affaires étrangères et du Département fédéral de l'économie publique à Berne, à Genève et à Bruxelles pour leur engagement et leur collaboration.

Annexe

15 janvier 1993

Séance du Comité directeur («Agenda Committee»), Genève.
1er au 4 mars 1993

42e session du Conseil nordique à Oslo: M. Kündig est le délégué officiel du Comité de parlementaires des Etats de l'AELE.

4 mars 1993

Séance de la délégation AELE/PE à Berne.

8 mars 1993

30e séance du Comité des parlementaires des Etats de l'AELE;

2e séance du groupe de travail sur les affaires budgétaires;

2e séance du groupe de travail sur l'environnement;

séance du groupe de travail sur la pêche, les produits agricoles et transformés.

(Ces séances ont lieu à Genève).

7 avril 1993

Séance de la Délégation AELE/PE à Berne.

21/22 avril 1993

Deuxième colloque interparlementaire avec les pays d'Europe centrale et orientale (Bulgarie, République tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie, République slovaque) à Genève.

16/17/18 mai 1993

Séance du Comité directeur et réunion du Kangaroo Group à Reykjavik.

28 et 29 mai 1993

12e rencontre interparlementaire Suisse/Parlement européen à Flims.

17 juin 1993

Séance de la Délégation AELE/PE à Berne.

28/29/30 juin 1993

31e séance du Comité de parlementaires des Etats de l'AELE; séance du groupe de travail sur la pêche, les produits agricoles et transformés;

première rencontre informelle du Comité parlementaire mixte de l'EEE à Bergen, Norvège.

15/16 septembre 1993

Séance du Comité directeur;

3e séance du groupe de travail sur l'environnement;

séance du groupe de travail sur la pêche, les produits agricoles et transformés à Strasbourg.

28 septembre 1993

Réunion de la Délégation parlementaire AELE/PE à Genève.

18 et 19 octobre 1993

32e séance du Comité de parlementaires des Etats de l'AELE;

4e séance du groupe de travail sur l'environnement;

4e séance du groupe de travail sur le budget;

séance du groupe de travail sur la pêche, les produits agricoles et transformés;

3e colloque interparlementaire avec les pays d'Europe centrale et orientale (Etats baltes, Albanie, Slovénie) à Genève.

2 décembre 1993

Réunion des chefs des délégations AELE à Bruxelles.

7 décembre 1993

Réunion de la Délégation parlementaire AELE/PE à Berne.

15 décembre 1993

Réunion de la Délégation parlementaire AELE/PE à Berne.

16 et 17 décembre 1993

33e réunion du Comité de parlementaires des Etats de l'AELE; 9e réunion conjointe avec le Conseil des ministres des pays de l'AELE;

séance du groupe de travail sur la pêche, les produits agricoles et transformés à Vienne.

Antrag der Kommission

Kenntnisnahme vom Bericht

Proposition de la commission

Prendre acte du rapport

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

94.006

Zolltarifrische Massnahmen 1993/II Tarif des douanes. Mesures 1993/II

Bericht und Beschlussentwurf vom 19. Januar 1994 (BBl I 1115)

Rapport et projet d'arrêté du 19 janvier 1994 (FF I 1096)

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Mühlemann Ernst (R, TG) unterbreitet im Namen der Aussenpolitischen Kommission (APK) den folgenden schriftlichen Bericht:

Der Bundesrat erstattet der Bundesversammlung gemäss Artikel 9 Absatz 1 des Zolltarifgesetzes vom 9. Oktober 1986 halbjährlich über die Massnahmen Bericht, die er in Anwendung der in diesem Gesetz enthaltenen Befugnisse getroffen hat. Es handelt sich dabei um die vorläufige Anwendung verschiedener Massnahmen; die Bundesversammlung hat zu entscheiden, ob die getroffenen Massnahmen in Kraft bleiben, ergänzt oder abgeändert werden sollen.

Der vorliegende Bericht bezieht sich auf die im zweiten Halbjahr 1993 beschlossenen Erlasse wie folgt:

– Die vorläufige Anwendung ab 1. Juli 1993 der sich aus dem Freihandelsabkommen Efta-Bulgarien und dem Briefwechsel Schweiz-Bulgarien ergebenden Zollansätze.

– Die vorläufige Anwendung ab 1. Oktober 1993 der sich aus dem Freihandelsabkommen Efta-Ungarn und dem Briefwechsel Schweiz-Ungarn ergebenden Zollansätze.

– Die vorläufige Herabsetzung des Zollansatzes für Manchego-Käse auf den 1. Januar 1994.

1. Verordnung vom 14. Juni 1993 über die Zollansätze für Waren im Verkehr mit Bulgarien

Gestützt auf Artikel 4 Absatz 1 des Zolltarifgesetzes hat der Bundesrat die Zollansätze im Zusammenhang mit dem am 29. März 1993 zwischen den Efta-Ländern und Bulgarien unterzeichneten Freihandelsabkommen sowie mit dem gleichentags unterzeichneten Briefwechsel zwischen der Schweiz und Bulgarien betreffend die bilaterale Vereinbarung über den Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen ab 1. Juli 1993 vorläufig in Kraft gesetzt. Diese beiden Wirtschaftsvereinbarungen (zollfreie Einfuhr bulgarischer Industrieerzeugnisse in die Schweiz und Anwendung der zugestandenen Zollkonzessionen für bestimmte Agrarprodukte) werden seit dem 1. Juli 1993 gestützt auf das Bundesgesetz über ausserwirtschaftliche Massnahmen vorläufig angewandt und der Bundesversammlung im Rahmen des Berichtes zur Ausserwirtschaftspolitik 1993/I,II zur Genehmigung unterbreitet. Gleichzeitig wurde Bulgarien im Anhang 2 der Verordnung vom 26. Mai 1982 über die Präferenz-Zollansätze zugunsten der Entwicklungsländer gestrichen.

2. Verordnung vom 30. September 1993 über die Zollansätze für Waren im Verkehr mit Ungarn

Gestützt auf Artikel 4 Absatz 1 des Zolltarifgesetzes hat der Bundesrat die Zollansätze im Zusammenhang mit dem ebenfalls am 29. März 1993 zwischen den Efta-Ländern und Ungarn unterzeichneten Freihandelsabkommen sowie mit dem gleichentags unterzeichneten Briefwechsel zwischen der Schweiz und Ungarn über den Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen vom 1. Oktober 1993 an vorläufig in Kraft gesetzt. Diese beiden Wirtschaftsvereinbarungen (ebenfalls zollfreie Einfuhr ungarischer Industrieerzeugnisse in die Schweiz und Anwendung der zugestandenen Zollkonzessionen für bestimmte Agrarprodukte) werden seit dem 1. Oktober 1993 gestützt auf das Bundesgesetz über ausserwirtschaftliche Massnahmen vorläufig angewandt und der Bundesversammlung im Rahmen des Berichtes zur Ausserwirtschaftspolitik 1993/I,II zur Genehmigung unterbreitet.

3. Verordnung vom 29. November 1993 über die Herabsetzung des Zollansatzes für Manchego-Käse

Die Schweiz steht vor schwierigen bilateralen Verhandlungen mit der Europäischen Union (EU), welche von den einzelnen EU-Mitgliedstaaten mitverfolgt und massgeblich beeinflusst werden. Nachdem bis jetzt bezüglich spanischem Schafskäse Manchego eine Ungleichbehandlung mit anderen Schafskäsen aus der EU bestand, beschloss der Bundesrat im Interesse der Schaffung eines positiven Verhandlungsklimas und zur Sicherstellung der Gleichbehandlung mit gleichartigen Schafskäsen aus anderen EU-Mitgliedstaaten die vorläufige Herabsetzung auf den 1. Januar 1994 des Zollansatzes für Manchego-Käse von bisher 80 Franken je 100 kg brutto auf 25 Franken je 100 kg brutto.

Mühlemann Ernst (R, TG) présente au nom de la Commission de politique extérieure (CPE) le rapport écrit suivant:

Selon l'article 9 alinéa 1er, de la loi du 9 octobre 1986 sur le tarif des douanes, le Conseil fédéral présente tous les six mois à l'Assemblée fédérale un rapport où il indique les mesures qu'il a prises en vertu des compétences que cette loi lui confère. Ces mesures ne sont pas définitives: c'est à l'Assemblée fédérale qu'il revient en fin de compte de décider s'il convient ou non de les maintenir en vigueur, de les compléter ou de les modifier.

Consacré aux activités du second semestre 1993, le présent rapport rappelle que le Conseil fédéral a décidé de mettre en vigueur provisoirement les tarifs douaniers suivants:

– au 1er juillet 1993, les tarifs douaniers découlant de l'accord de libre-échange conclu entre les pays de l'AELE et la Bulgarie et de l'échange de lettres ayant eu lieu entre la Suisse et la Bulgarie.

– au 1er octobre 1993, les tarifs douaniers découlant de l'accord de libre-échange conclu entre les pays de l'AELE et la Hongrie et de l'échange de lettres ayant eu lieu entre la Suisse et la Hongrie.

– au 1er janvier 1994, la réduction du droit de douane appliqué au fromage dénommé «Manchego».

1. Ordonnance du 14 juin 1993 relative aux tarifs douaniers appliqués aux marchandises dans le commerce avec la Bulgarie
Vu l'article 4 alinéa 1er de la loi sur le tarif des douanes, le Conseil fédéral a décidé d'appliquer provisoirement à partir du 1er juillet 1993 les tarifs douaniers résultant de l'accord de libre-échange conclu le 29 mars 1993 entre les pays de l'AELE et la Bulgarie ainsi que de l'échange de lettres intervenu le même jour entre la Suisse et la Bulgarie relativement à la convention bilatérale sur le commerce de produits agricoles. Ces deux conventions économiques (suppression des droits de douane pour les produits industriels bulgares importés en Suisse et mise en vigueur des tarifs douaniers réduits qui ont été concédés pour certains produits agricoles), appliquées provisoirement depuis le 1er juillet 1993 en vertu de la loi fédérale sur les mesures économiques extérieures, seront soumises pour approbation à l'Assemblée fédérale dans le cadre du rapport sur la politique économique extérieure 1993/I,II. La Bulgarie a par ailleurs été rayée de l'annexe 2 de l'ordonnance du 26 mai 1982 fixant les droits de douane préférentiels en faveur des pays en développement.

2. Ordonnance du 30 septembre 1993 relative aux tarifs douaniers appliqués aux marchandises dans le commerce avec la Hongrie

Vu l'article 4 alinéa 1er, de la loi sur le tarif des douanes, le Conseil fédéral a décidé d'appliquer provisoirement à partir du 1er octobre 1993 les tarifs douaniers résultant de l'accord de libre-échange conclu également le 29 mars 1993 entre les pays de l'AELE et la Hongrie ainsi que de l'échange de lettres intervenu le même jour entre la Suisse et la Hongrie relativement à la convention bilatérale sur le commerce de produits agricoles. Ces deux conventions économiques (suppression des droits de douane pour les produits industriels hongrois importés en Suisse et mise en vigueur des tarifs douaniers réduits qui ont été concédés pour certains produits agricoles), appliquées provisoirement depuis le 1er octobre 1993 en vertu de la loi fédérale sur les mesures économiques extérieures, seront soumises pour approbation à l'Assemblée fédérale dans le cadre du rapport sur la politique économique extérieure 1993/I,II.

3. Ordonnance du 29 novembre 1993 concernant la réduction du taux du droit de douane pour le fromage Manchego

Les négociations bilatérales avec l'Union européenne (UE) s'annoncent difficiles pour la Suisse, d'autant qu'elles seront suivies et influencées de façon décisive par les différents Etats membres. Considérant que le Manchego, un fromage de brebis espagnol, faisait l'objet d'un traitement inégal par rapport à d'autres fromages de brebis originaires des pays de l'UE, le Conseil fédéral a décidé de ramener provisoirement à 25 francs par 100 kg brut le droit de douane de 80 francs par 100 kg brut qui frappait précédemment ce produit. Cette mesure consiste à soumettre le Manchego au même traitement que celui qui est appliqué aux autres fromages de brebis de type semblable en provenance des pays de l'UE et devrait contribuer à rendre plus propice le climat dans lequel se dérouleront les pourparlers.

Antrag der Kommission

Die einstimmige Kommission beantragt Ihnen, auf die Vorlage einzutreten und dem Bundesbeschluss über die Genehmigung von zolltarifarischen Massnahmen zuzustimmen.

Proposition de la commission

La commission vous propose à l'unanimité d'entrer en matière et d'approuver l'arrêté fédéral portant approbation de mesures touchant le tarif des douanes.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Namentliche Gesamtabstimmung

Vote sur l'ensemble, par appel nominal

Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:

Allenspach, Aregger, Aubry, Baumberger, Berger, Bezzola, Bircher Peter, Blatter, Bodenmann, Bonny, Borel François, Borradori, Bortoluzzi, Brunner Christiane, Bühler Simeon, Bühlmann, Bundi, Bürgi, Carobbio, Caspar-Hutter, Cavadini Adriano, Chevallaz, Cincera, Columberg, Comby, Danuser, David, Deiss, Dettling, Dormann, Dreher, Ducret, Eggly, Engler, Epiney, Fasel, von Felten, Fischer-Seengen, Fischer-Sursee, Gobet, Gonseth, Graber, Gros Jean-Michel, Gross Andreas, Gysin, Hämmerle, Hari, Heberlein, Herczog, Hildbrand, Hubacher, Iten Joseph, Jaeger, Jäggi Paul, Jeanprêtre, Jenni Peter, Keller Anton, Keller Rudolf, Kern, Kühne, Lepori Bonetti, Leuba, Leuenberger Ernst, Loeb François, Maeder, Maitre, Marti Werner, Maspoli, Matthey, Meier Hans, Meier Samuel, Meyer Theo, Miesch, Moser, Mühlemann, Nebiker, Oehler, Peyer, Pini, Raggenbass, Robert, Rutishauser, Rychen, Sandoz, Savary, Scherrer Jürg, Scherrer Werner, Scheurer Rémy, Schmid Peter, Schmidhalter, Schmiech Walter, Schweingruber, Segmüller, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Spoerry, Steiger Hans, Steinemann, Stucky, Thür, Vetterli, Vollmer, Weder Hansjürg, Wyss Paul, Wyss William, Zölch, Züger, Zwygart

(108)

Dagegen stimmen – Rejetent le projet:

Bischof

(1)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:

Stalder, Steffen

(2)

Abwesend sind – Sont absents:

Aguet, Bär, Baumann, Bäumlín, Béguelin, Binder, Blocher, Borer Roland, Brügger Cyrill, Bühler Gerold, Caccia, Campovino, Couchepin, Daepf, Darbellay, de Dardel, Diener, Dünki, Duvoisin, Eggenberger, Eymann Christoph, Fankhauser, Fehr, Fischer-Hägglingen, Frey Claude, Frey Walter, Friderici Charles, Fritschi Oscar, Früh, Gardiol, Giezendanner, Giger, Goll, Grendelmeier, Grossenbacher, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Hegetschweiler, Hess Otto, Hess Peter, Hollenstein, Jöri, Ledergerber, Leemann, Leu Josef, Leuenberger Moritz, Mamie, Mauch Rolf, Mauch Ursula, Maurer, Misteli, Müller, Nabholz, Narbel, Neuenschwander, Philipona, Pidoux, Poncet, Rebeaud, Rechsteiner, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Ruckstuhl, Ruf, Ruffly, Schnider, Schwab, Sieber, Spielmann, Stamm Judith, Stamm Luzi, Steinegger, Steiner Rudolf, Strahm Rudolf, Suter, Theubet, Tschäppät Alexander, Tschopp, Tschuppert Karl, Wanner, Wick, Wiederkehr, Wittenwiler, Zbinden, Ziegler Jean, Zisyadis, Zwahlen

(88)

Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:

Haller

(1)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

93.086

**Schutz und Förderung
 von Kapitalinvestitionen.
 Abkommen**

**Protection et encouragement
 des investissements de capitaux.
 Convention**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 20. Oktober 1993 (BBI IV 254)
 Message et projet d'arrêté du 20 octobre 1993 (FF IV 267)

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Mühlemann Ernst (R, TG) unterbreitet im Namen der Aussenpolitischen Kommission (APK) den folgenden schriftlichen Bericht:

Der Bundesbeschluss, der den Bundesrat zum selbständigen Abschluss von Investitionsschutzabkommen ermächtigt, stammt aus dem Jahre 1963. Die Geltungsdauer dieses bewährten und seither zweimal um jeweils zehn Jahre verlängerten Bundesbeschlusses läuft am 13. Februar 1994 aus. Die Schweiz will ihr bereits dichtes Netz von bilateralen Investitionsschutzabkommen (59 seit 1961) mit jenen Ländern, die bereit sind, das von der Schweiz angestrebte hohe Verpflichtungsniveau zu akzeptieren, ausbauen. Aus diesem Grund beantragt der Bundesrat eine Verlängerung des Bundesbeschlusses um weitere zehn Jahre. Da sich längerfristig die Voraussetzungen zum Abschluss von Investitionsschutzabkommen ändern könnten, sah der Bundesrat von einem Antrag auf eine unbefristete Ermächtigung in Form eines Bundesgesetzes ab.

Wie bisher soll die Bundesversammlung über den Abschluss von Abkommen, die unter diese Ermächtigung fallen, in den jährlichen Berichten zur Aussenwirtschaftspolitik orientiert werden.

Die obenerwähnten 59, von der Schweiz seit 1961 abgeschlossenen Investitionsschutzabkommen verteilen sich geographisch wie folgt: 26 mit afrikanischen, 10 mit asiatischen, 11 mit lateinamerikanischen Ländern und 11 mit östlichen Reformstaaten. Dazu kommt noch ein Abkommen mit Malta.

Ausländische Direktinvestitionen sind für eine anhaltende Wirtschaftsentwicklung in der Dritten Welt sowie für einen erfolgreichen Übergang zur Marktwirtschaft in den östlichen Reformländern von zentraler Bedeutung und stellen deshalb einen wichtigen Aspekt der entwicklungspolitischen und wirtschaftlichen Zusammenarbeit der Schweiz dar. Als wichtiges Ursprungsland von internationalen Direktinvestitionen geht es der Schweiz aber auch um die Gewährleistung eines möglichst freien Zuganges zu den Produktionsstandorten und Absatzmärkten in der Dritten Welt und den östlichen Reformländern sowie um die Verbesserung der Rechtssicherheit für die dort getätigten Investitionen. Angesichts des Fehlens einer internationalen Ordnung für Auslandinvestitionen bleiben die bilateralen Investitionsschutzabkommen ein unerlässliches Instrument der schweizerischen Aussenwirtschaftspolitik.

Besondere Aufmerksamkeit hat die Schweiz der Aushandlung von Investitionsschutzabkommen mit den östlichen Reformländern geschenkt, wo unser Land heute diesbezüglich über ein praktisch komplettes Netz verfügt. Fortgesetzt wird auch der Ausbau des schweizerischen Netzes von Investitionsschutzabkommen mit den Republiken der ehemaligen Sowjetunion.

Noch fehlen Investitionsschutzabkommen mit wichtigen Entwicklungs- und Schwellenländern, namentlich in Asien und Lateinamerika. Die Verhandlungen mit einigen dieser Länder sind schon weit fortgeschritten, konnten aber aus verschiedenen Gründen noch nicht abgeschlossen werden. Die Schweiz ist bestrebt, diese Verhandlungen mit Blick auf einen baldigen Abschluss konsequent weiterzuführen.

Zolltarifarische Massnahmen 1993/II

Tarif des douanes. Mesures 1993/II

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	94.006
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.03.1994 - 08:10
Date	
Data	
Seite	411-413
Page	
Pagina	
Ref. No	20 023 796